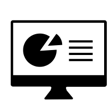
« Vers une réelle Démocratie Participative ! »

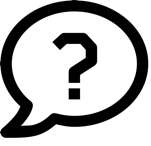
Découverte de l’initiative

*Rencontre Virtuelle #7 –22/09/2020*

Liens vers la présentation powerpoint de Michel Delécluse et Christine Moulin

 Vidéo promotionnelle : <https://www.youtube.com/watch?v=XRhQoxXglQo>

 <https://docs.google.com/presentation/d/17bE-ESWUXmsA_GIW_6a2O1-iCpFF42vV/edit#slide=id.p1>

 Dossier La Libre Belgique : <https://drive.google.com/drive/u/2/folders/1h5-cAgwKxlYX0HZo20lkxHPLIlQIw7xC> 

« Je n’ai pas bien compris ! » Questions de précision :

* **Pourquoi le choix de 94 citoyen·ne·s?** *Ce chiffre correspond aux 94 députés au sein du Parlement.*
* **Comment s’est fait le recrutement des panélistes ?** *Une première sélection a été faite sur base d’un travail de l'ULB ensuite les choix ont été faits par bureau du Parlement. Les citoyen·ne·s ont été tiré·e·s au sort dans une liste de citoyen·ne·s volontaires pour l’expérimentation. il y avait donc déjà un biais d’entrée de jeu.*
* **Qu’est ce que le PFWB a fait du résultat de cette consultation c’est à dire de la résolution citoyenne?** *Rien absolument rien. Elle a été présentée à l’ensemble des députés du parlement. Seuls 10 députés étaient présents et certains ont quitté la salle avant la fin de la présentation . Pourquoi: le sujet du débat “Quelle Europe pour demain? ” a été proposé par le PFWB qui n’a en réalité pas de pouvoir sur l’Europe. De plus, il s’agissait d’une initiative du Bureau du Parlement et pas des Députés eux-mêmes...*
* **Y a t’il eu des modalités d’écriture collective ?** *Les 94 citoyen·ne·s étaient dispatché·e·s dans différentes tables. Les animateurs récoltaient les mots-clés cités par les participant·e·s. Sur base de ces mots-clés, des phrases ont été construites et proposées par le bureau du Parlement et l’ULB. Les citoyen·ne·s ont ensuite voté pour ces phrases qui ont in fine fait l’objet de la résolution. Les participant·e·s étaient assez contents du contenu de la résolution.*
* **Combien cela a-t-il coûté ?** *Les chiffres agrégés ne sont pas connus mais un budget de 60.000 € a été dépensé rien que pour le partenariat avec La libre Belgique + 125€ par participant·e·s qui ont été accueilli dans des réceptions assez “luxueuses”.*
* **Qui a transmis la résolution citoyenne à la commission européenne ?** *Le parlement de la FWB. il n’y a donc pas eu de contact direct entre les citoyen·ne·s et la commission européenne.*
* **Y at’il un suivi de la commission européenne?** *Non il n’y a eu aucun retour en tout cas vis-à-vis des citoyen·ne·s. L’objectif n’était pas là : le PFWB a répondu à un cahier des charges dans le but d’obtenir un prix européen.*
* **Est-ce que les citoyens ont davantage suivi les débats du Parlement de la FWB suite à ce processus?** *A leur connaissance, peu le font, notamment parce que sont des thématiques très vastes.*
* **Y a ‘il eu des suites à la proposition du collectif citoyen de faire un organe permanent au PFWB ?** *Le collectif a contacté des universitaires pour avoir du soutien dans la mise en place de cet organe mais le processus n’a pas été poursuivi faute de moyens. Il n’y a pas eu de compte-rendu de la seconde journée et la médiatisation a été nettement moindre que lors de la première journée.*
* **Quel était l’intérêt de faire cet exercice?** *D’un côté, l’exercice en tant que tel était intéressant pour les citoyen·ne·s mais d’aucune utilité en terme politique. C’était une expérimentation.*
* **Quel objectif était annoncé ?** *L’objectif annoncé par Philippe Courard, à l’époque Président du Parlement, était de renforcer la confiance des citoyen·ne·s vis-à-vis des autorités politiques et que ceux-ci puissent se mettre à la place des Parlementaires. Ces objectifs n’ont pas été atteints selon les citoyen·ne·s .*

Sur base de cette expérience, si un dispositif similaire devait se mettre en place, quelles conditions jugeriez-vous indispensables pour un réel exercice démocratique ?https://lh4.googleusercontent.com/Upi83WoijTfZ72ndQaEMg4lwRLC5uJzgBFkm3Fo4asoBi8gV5tnw2NiefHJHcoP0NweSXlBEes-A5x5onnquBnQht7tGPYHUnhsVkE_QFB4p0v8rOu34whuI0jmIh4m4rGmfW7M

* Co-construire le dispositif participatif avec les citoyen·ne·s, pour rassembler les avis de tou·te·s
* Définir clairement les objectifs du processus en précisant ce qu’on attend des participant·e·s et à quoi ce processus va-t-il servir concrètement dans le dispositif politique. Par exemple, réduire le clivage entre élu·e·s et population, donner des orientations politiques, etc.
* Assurer un suivi du processus sur le long terme.
* Professionnaliser les pratiques en s’appuyant sur les nombreuses expériences de participation déjà expérimentées pour ne pas réinventer la roue et éviter les écueils des expériences précédentes, gagner du temps et des ressources. Avoir des personnes compétentes tout au long du processus (tirage au sort, facilitation, etc). *Voir par exemple le rapport OCDE qui a répertorié les “bonnes” pratiques pour plus d’efficacité et d’efficience*

---> tout en préservant la marge de manoeuvre/pouvoir des citoyen·ne·s dans le dispositif !

* Etablir un référentiel qualité pour les dispositifs participatifs.
* Assurer une diversité (pas une représentativité qui est difficilement atteignable) des participant·e·s en sollicitant différentes couches de la population.

Par exemple:

* pour le G1000 : 22.000 coups de fil, 1000 participant·e·s visé·e·s, 704 participant·e·s effectif·ve·s
* pour la Convention citoyenne pour le climat (France) : 250.000 coups de fil et 150 citoyen·ne·s participant.
* Choisir les expert·e·s en veillant à la qualité des arguments/informations de base données pour offrir un aperçu de l’ensemble des contraintes et avantages en jeu.
* Se donner du temps et des moyens : le rapport coût-moyens / finalité(s) doit être fonction de l’ambition de l’objectif. Aborder des thématiques complexes nécessitent du temps d’investigation pour les citoyen·ne·s.
* rendre les avis citoyens contraignants ou garantir un retour justifié et motivé de la part du politique quant à la décision et l’application réalisés i*n fine*
* Assurer une cohérence entre le thème “participatif” proposé par l’institution et ses compétences pour avoir le pouvoir de mettre en place ce qui est produit collectivement.
* Insister sur le caractère pédagogique de ce genre d’expérience pour les élu·e·s eux/elles-mêmes.
* Utiliser les institutions et législations telles qu’elles existent <---> réformer les institutions et législations.
* Assurer une formation à la décision avant tout exercice décisionnel (notamment pour identifier les lobbies et rester “maître” de son opinion).
* Assurer un contrôle citoyen même sur ces espaces ouverts à la participation citoyenne (dérive révocatoire, etc.).
* Sur le long terme, il est indispensable de développer une compétence active de citoyen·ne dans les écoles.

Pour aller plus loin

* La résolution citoyenne co-écrite par les citoyen·ne·s est disponible [ici](http://particitiz.org/wp-content/uploads/2017/11/Re%CC%81solution-citoyenne-191117_FR.pdf)
* Un parlement citoyen bientôt au Parlement Wallon ? [Article sur le site de la RTBF](https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_le-parlement-wallon-divise-sur-la-participation-des-citoyens?id=10584045)

Contact: Michel Delécluse [deleclusemichel@msn.com](mailto:deleclusemichel@msn.com)

et Christine Moulin [moulinchristine@hotmail.com](mailto:moulinchristine@hotmail.com)